

**AMAR GHOU L DÉFEND
ABDESSALEM BOUCHOUAREB
ET ACCUSE :**

**«Panama Papers ?
C'est WikiLeaks II
en plus vaste» !**

Amar Ghoul ne se fait aucune illusion : « Cette affaire de Panama Papers, c'est Wiki-Leaks 2, en plus large ! En plus vaste ! » Pour le président du parti Taj, les choses sont très claires : « Comment, sur 11,5 millions de documents, on en fait toute une montagne sur un seul document, des plateaux de télévision, des débats, des articles etc. ». Amar Ghoul parle de son collègue dans le gouvernement, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb, qui fait l'objet d'un lynchage médiatique hystérique, en France notamment.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - « Nous, à TAJ, nous nous en tenons à la réponse de monsieur le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb, faite devant une institution officielle, l'APN, Ses réponses étaient très claires et nous ne pouvons pas prétendre connaître ni maîtriser le dossier mieux que lui. Maintenant, pour ceux qui veulent régler leurs comptes avec Abdessalem Bouchouareb, ça, c'est une autre paire de manche ! » Dans sa conférence de presse, animée hier au siège national de son parti, le TAJ, Amar Ghoul, qui occupe également le poste de ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat dans le gouvernement de Abdelmalek Sellal, insistera très longuement sur cette affaire, dite Panama Papers, son origine, ses initiateurs et, surtout, son utilisation dans les médias. Particulièrement en France. « Nous ne sommes pas naïfs. Pourquoi, comme par hasard, sur 11,5 millions de documents, pas un seul n'évoque des noms de certains pays, des grandes puissances, leurs symboles, leurs personnalités, leurs grandes multinationales ? Pourquoi certains pays et pas d'autres ? » Il lancera, à titre comparatif, le cas Algérie et « d'autres ». En substance, il dira : « Curieusement, des dizaines de plateaux de télévision, des débats, des articles sont consacrés à l'Algérie. Un journal n'hésitera pas à mettre en une la photo de son excellence le président de la République, alors qu'il n'est concerné ni de près ni de loin par toute cette histoire ! Et pourquoi certains et pas d'autres ? » Sans le dire clairement, Amar Ghoul y fait allusion : Contrairement à Abdelaziz Bouteflika, d'autres chefs d'Etat sont cités et même concernés, eux et leurs proches, de manière directe, par ce scandale des paradis fiscaux. Ainsi du Roi du Maroc et de son plus proche conseiller sans que, étrangement, l'on en réserve le même acharnement au lynchage médiatique ! Pour Amar Ghoul, il est évident que derrière toute cette affaire qui secoue la planète depuis quelques jours, se cachent des desseins similaires à ceux assignés à l'affaire Wikileaks : « Souvenez-vous qu'à l'époque, l'éclatement de cette affaire WikiLeaks a coïncidé avec ce qu'on a voulu nous présenter comme le printemps arabe ! Or, nous avons vite vu ce qu'est réellement leur printemps. Un vrai printemps de sang, de destruction, de chaos, de division, de désastre ! Certains pays sont même déstabilisés pour cent ans, à l'issue de ce prétendu printemps ! » Pour Amar Ghoul, il faut se méfier à l'extrême des visées de ce nouveau dossier : « Tous comme nous sommes, pouvoir et opposition, nous devons nous méfier, faire preuve de vigilance face à un tel dossier et ce qui est dissimulé à travers lui. Il vient encore de confirmer toutes nos mises en garde précédentes quant aux menaces de déstabilisation qui nous guettent. » Aussi, Ghoul ne manquera-t-il pas de rendre hommage à la diplomatie algérienne et à Abdelaziz Bouteflika, avant de s'interroger encore une fois : « Est-ce vraiment une coïncidence qu'une telle campagne contre l'Algérie soit enclenchée à la veille de la visite du Premier ministre français en Algérie ? C'est dans l'intérêt de qui ? »

A rappeler qu'avant Ghoul, d'autres responsables algériens se sont exprimés ou ont réagi depuis mercredi dernier par rapport à cette affaire Panama Papers et la campagne médiatique en France : il s'agit de Ramtane Lamamra, de Noureddine Bedoui et de Abdessalem Bouchouareb.

K. A.

**UN CONSEIL INTERMINISTÉRIEL PRÉSIDÉ
PAR SELLAL L'AVAIT ENVISAGÉ**

**Comment la visite de Manuel Valls
a failli être annulée !**

Mercredi dernier, le Premier ministre Abdelmalek Sellal convoquait un Conseil interministériel qui revêtait un caractère d'urgence. A l'ordre du jour, de ce Conseil spécial, nous apprend une source sûre, la visite du Premier ministre français, Manuel Valls prévue trois jours plus tard.

« Le Conseil en question n'était pas consacré à l'examen des dossiers programmés en cours de cette visite, mais s'était entièrement penché sur l'opportunité, ou pas, de maintenir cette visite », nous confie notre source. Autour de Abdelmalek Sellal, il y avait tous les ministres, une dizaine, concernés par cette visite ainsi que l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Amar Bendjama. « A l'unanimité, les participants à la réunion ont plaidé pour le report de la visite. Certains iront même jusqu'à proposer son annulation pure et simple », nous révèle encore notre source. La vive tension diplomatique entre Alger et Paris de ces derniers jours ayant atteint son paroxysme, le jour même, mercredi,



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

avec la convocation de l'ambassadeur de France à Alger au ministère des Affaires étrangères pour lui transmettre les protestations officielles de l'Algérie par rapport à « la campagne de certains médias français ». Selon toujours notre source, l'ambassadeur d'Algérie à Paris plaiderait fermement pour le report. A l'issue du Conseil interministériel, le ministre d'Etat ministre

des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, était chargé de prendre contact avec Abdelaziz Bouteflika pour trancher la question. Ce qui sera fait et en peu de mots : « Il n'en est pas question ! Ni report, encore moins annulation. La visite sera maintenue et aura lieu comme prévu », aura fermement répondu Bouteflika !

K. A.

ESTIMANT QUE LA JUSTICE DOIT TRANCHER LE CAS BOUCHOUAREB

**Hanoune : « Khelil est venu
se réfugier en Algérie »**

Si elle fait preuve d'une relative prudence concernant l'affaire Abdessalem Bouchouareb, la secrétaire générale du PT ne fait pas dans le détail s'agissant de Chakib Khelil qui, selon elle, donne, l'impression d'être revenu en Algérie pour s'y « réfugier de peur de la justice étrangère », notamment italienne.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Après avoir été quelque peu réservée à son retour au pays, le 17 mars dernier, Louisa Hanoune décide de ressortir sa grosse artillerie pour s'en prendre, de nouveau, à l'ex-ministre de l'Energie et des Mines.

Le tapis rouge qui lui a été déroulé, reçu avec les honneurs qu'il était par le wali d'Oran avant de bénéficier, quinze jours plus tard, de la bénédiction d'une zaouia de Djelfa, a fait dire à la patronne du PT qui s'exprimait, hier samedi, à l'ouverture des travaux du bureau de wilaya d'Alger du parti, que l'on a l'impression que Khelil était reçu en « héros national, voire comme un messie ou encore comme l'homme providentiel ». Soit une provocation de plus, selon celle qui estimera que « la justice italienne n'a pas encore tranché car en attente de l'enquête de son homologe suisse qui n'est pas celle du Zimbabwe ».

Pour Hanoune, le juge aurait pu le convoquer à son retour au pays pour lui signifier qu'il y avait vice de forme dans le mandat d'arrêt international lancé contre lui et sa famille encore que, précisera-t-elle, « le fond du dossier est toujours là, présent ». Et de considérer que c'est là « une mascarade dangereuse, voire

du cynisme qui doivent, à ses yeux, cesser ». Ne s'arrêtant pas là, la secrétaire générale du PT soutiendra que « Khelil donne l'impression d'avoir fui la justice étrangère pour venir se réfugier chez lui, dans son pays ».

D'où son plaidoyer pour que la justice « agisse et vite car le pays ne peut supporter davantage de provocations ». Et dans une réplique au secrétaire général du FLN qui plaiderait pour un retour de Khelil pour « aider le pays », Hanoune invitera à s'imprégner du rôle pivot joué par ce dernier dans

l'œuvre de destruction menée en Argentine du temps où il était cadre au FMI.

Ceci non sans avertir que « les processus révolutionnaires sont imprévisibles » et que « personne ne peut deviner l'élément déclencheur ». Car, expliquera-t-elle, ce calme apparent qui ne doit pas tromper les responsables, ce n'est pas de la résignation. Il y a une colère sociale sans cesse grandissante ». Au sujet du scandale d'évasion fiscale Panama Papers dans lequel vient d'être cité le ministre de l'Industrie et des Mines, la secrétaire générale du PT considérera que ces révélations sont trop sélectives et dirigées, et dira attendre des noms d'Américains, d'Israéliens car, pour elle, « les révélations ne concernent paradoxalement pour l'instant que les pays arabes, ceux de

l'Afrique, de l'Europe et d'Amérique latine au moment où les États-Unis sont le cœur même de la corruption ». S'interrogeant sur le timing de ces révélations, leur ordonnateur et leurs bénéficiaires, Hanoune estimera que la justice doit agir et rapidement pour trancher sur les déclarations de Abdessalem Bouchouareb faites jeudi dernier devant la commission des affaires économiques de l'APN.

La secrétaire générale du PT dénoncera, une fois encore, la préférence française, option, selon elle, très dangereuse, accusant l'Etat de venir au secours de l'ex-pays colonisateur en butte à une « crise économique sans précédent ». Pour Hanoune, le partenariat algéro-français n'en est pas un mais plutôt une relation de « colonisateur-colonisé ».

M. K.

MOUVEMENT D'ÉDIFICATION NATIONALE

Pour une alliance nationale islamique

Le mouvement d'édification nationale appelle le courant islamique à s'unir pour la création d'une « alliance nationale islamique ».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du mouvement d'édification nationale, Ahmed Dane, déplore le deux poids, deux mesures de l'administration. Selon lui, son parti a essuyé un refus pour la réservation de la Coupole du complexe Mohamed-Boudiaf à Alger, avant que celle-ci ne soit cédée à un autre parti. « Nous avons demandé la réservation de la Coupole pour la tenue de ce congrès et on nous a signifié qu'elle était occupée, puis elle a été attribuée à un autre parti », a-t-il expliqué hier, à l'ouverture du congrès national de la jeunesse algérienne du parti, tenu à la Safex, aux Pins-Maritimes à Alger. Pour lui, cette politique de « deux poids deux mesures » donne l'impression

que « l'Algérie n'est pas encore indépendante ». Face à ce refus, le mouvement d'édification nationale s'est retrouvé dans l'obligation de « réduire le nombre de jeunes à participer à ce congrès ». Qualifiant les jeunes de sa formation politique de « mur national », Ahmed Dane estime qu'il est temps de se réapproprier cette appellation. « Le mur national n'est pas pour détruire des partis politiques ou pour leur barrer la route. Aujourd'hui, nous nous réapproprions cette appellation car le mur national ne peut être que cette jeunesse mobilisée autour de son parti », a-t-il dit. Quant au changement, il affirme qu'il ne se fera qu'à travers « la crédibilité et les urnes et non pas par le recours à la violence ». Le secrétaire général du parti appelle par ailleurs le courant islamique à s'unir pour la création d'une « alliance nationale islamique ». « Il ne faut pas se contenter d'une alliance nationale », a-t-il souligné.

Ry. N.